

# La pauvreté rurale persiste dans les pays en développement

5 janvier 2011

Le Fonds international pour le développement de l'agriculture (Fida) a publié son [Rapport sur la pauvreté rurale 2011](#).

Malgré les progrès de ces dix dernières années, qui ont permis de **tirer plus de 350 millions de ruraux de l'extrême pauvreté**, les auteurs soulignent que la pauvreté mondiale reste un phénomène de grande ampleur et essentiellement rural. Sur 1,4 milliard de personnes qui vivent dans les pays en développement et souffrent d'extrême pauvreté, **70% résident en zone rurale**.

Le Fida fait état d'une **hausse alarmante du nombre de personnes extrêmement pauvres vivant dans les zones rurales de l'Afrique subsaharienne**. Il met également en évidence la persistance de la pauvreté rurale sur le sous-continent sud-asiatique estimée à 1 milliard de personnes.

La pauvreté rurale est ainsi issue essentiellement du manque de capitaux, d'opportunités économiques limitées et d'un manque de « capacités » au sens d'Amartya Sen (capital humain et éducation). Elle est également fondamentalement liée aux inégalités et frappe ainsi davantage les femmes, les jeunes et les minorités. Il existe une certaine mobilité de la pauvreté, les gens en sortent et y entrent, le plus souvent suite à un choc (santé, mauvaise récolte, conflit...).

Ainsi, la **première série de recommandation** insiste sur l'appui à la prévention et la **gestion du risque**. En effet, les plus pauvres sont souvent moins résilients aux chocs qui augmentent encore plus leur vulnérabilité et diminuent leur chance de s'en sortir. Or, les risques sont multiples et tendent à augmenter avec le changement climatique, la pression sur les ressources naturelles et la volatilité des prix.

Deux autres pistes visent à améliorer le secteur agricole, qui reste essentiel et une des premières sources de réduction de la pauvreté et de croissance. Il s'agit notamment **d'aider la petite agriculture familiale à s'intégrer aux marchés et à pratiquer une intensification durable** qui utilise une approche systémique, adaptée au contexte, liant intensification traditionnelle et agro-écologie, savoirs paysans et formels. Pour cela, il est indispensable d'améliorer l'environnement rural (infrastructures), diminuer l'exposition au risque (prévention et mitigation), améliorer l'accès à l'éducation et favoriser l'organisation collective.

Enfin, il est également indispensable d'appuyer également les opportunités rurales non agricoles.

Marie-Aude Even, CEP (Centre d'études et de prospective)